



HAL
open science

Une Europe sous l'influence de forces populistes encore désunies

Marc Lazar

► **To cite this version:**

Marc Lazar. Une Europe sous l'influence de forces populistes encore désunies. The Conversation, The Conversation France, 2019. hal-03456947

HAL Id: hal-03456947

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03456947>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Une Europe sous l'influence de forces populistes encore désunies

Marc Lazar, Sciences Po, Centre d'Histoire (CHSP), Paris, France

In : *The Conversation*, 2019-04-29

En ligne : <https://theconversation.com/une-europe-sous-linfluence-de-forces-populistes-encore-desunies-115965>

La perspective des prochaines élections européennes nourrit deux approches différentes. D'un côté, pour certains observateurs ou acteurs politiques, à l'instar de la République en marche en France, un spectre hante l'Union européenne : celui du populisme. Tout doit être mis en œuvre pour éviter cette catastrophe qui se profile. Davantage, des comparaisons avec les années 30, plus que douteuses d'un point de vue historique, sont parfois mobilisées pour dramatiser l'enjeu présent.

De l'autre, on explique que ces craintes n'ont aucune raison d'être puisque les projections de sièges fondées sur les différents sondages n'enregistreraient qu'une faible poussée populiste avec une fourchette oscillant entre 60 à 170 sièges selon les modes de calcul incluant ou pas les différents groupes eurosceptiques et les Britanniques, sur les 705 que comptera le Parlement européen.

Ce différentiel d'appréhension soulève plusieurs questions dont trois méritent ici d'être posées :

- Les populistes sont-ils en mesure de s'unir et, si oui, pourront-ils peser sur le Parlement et donc, en partie, sur la composition de la Commission, et plus généralement sur la politique de l'Union européenne ?
- Comment évaluer leur dynamique politique qui ne se limite pas au simple calcul du nombre de leurs futurs parlementaires ?
- Enfin, au-delà même du scrutin du mois de mai qu'est-ce que nous dit la progression électorale des populistes, que personne ne nie, de l'état de nos démocraties ?

Qu'est-ce que le populisme ?

Il faut, bien entendu, d'abord préciser ce que l'on entend par populistes. On désigne ainsi les partis et les mouvements qui estiment qu'un antagonisme irréductible, une *summa divisio*, un clivage décisif opposent le peuple supposé unique et vertueux à une caste, un establishment tout aussi homogène et complotant en permanence contre ce même peuple.

Pour les populistes, il n'existe pas de problème compliqué mais que des solutions simples – ce qui justifie le recours systématique au référendum et à l'usage des réseaux sociaux qu'ils ont appris à maîtriser avec dextérité. Leur leader prétend incarner de manière exclusive le peuple qui doit exercer sa souveraineté pleine et entière, ce qui par conséquent les amène à bousculer les procédures de la démocratie libérale et représentative.

Et pour que ce peuple littéralement sacralisé existe, les populistes ont besoin d'inventer des ennemis, la classe dirigeante de leurs pays respectifs et Bruxelles, les immigrés, les étrangers, les Arabes, les musulmans voire les Juifs.

Le syndrome populiste est un. Cependant, si les populistes partagent nombre de points communs – la critique de l'Europe, l'affirmation de la prééminence de la souveraineté nationale, la détestation des classes dirigeantes et des partis traditionnels –, ils affichent aussi de profondes divergences selon qu'ils sont de droite, de gauche, ni de gauche ni de droite, régionalistes ou encore une émanation de chefs d'entreprise entrés en politique.

« La Ligue des Ligues » est mal partie

Or ce sont ceux de droite, largement dominants en Europe, qui affichent les plus grandes ambitions de renverser la table de l'Union européenne et de s'unir. Qu'en est-il concrètement ? Pour le moment, Matteo Salvini, le leader de la Ligue, qui annonçait, le 1er juillet dernier, sa volonté de forger « la Ligue des Ligues qui mette ensemble tous les mouvements libres et souverains européens » est obligé de constater que son projet se heurte à quelques obstacles.

À Milan, le 8 avril dernier, il n'a pu réunir autour de lui que les représentants de l'AfD venus d'Allemagne, du Parti populaire danois et des Vrais Finlandais. Il arrivera sans doute à entraîner d'autres partis, dont certainement le Rassemblement national. Mais quoi qu'il en soit, ces populistes sont des souverainistes nationalistes. Et en cherchant à s'unir, ils se mettent dans des contradictions difficilement surmontables. Parce que chaque parti défend ses intérêts nationaux.

Ainsi les Italiens militent pour une répartition des migrants – ce dont ne veut pas entendre parler Viktor Orbán. De même, sa proximité avec Vladimir Poutine heurte Droit et Justice en Pologne. Le gouvernement autrichien, auquel participe le Parti de la liberté, avait envisagé un moment de distribuer des passeports aux Italiens du Trentin-Haut-Adige – ce qui avait indigné la Ligue comme le Mouvement 5 étoiles.

Les orientations économiques divergent aussi radicalement. Matteo Salvini, du fait de son alliance avec le Mouvement 5 étoiles, a été obligé de faire des concessions avec – par exemple – le revenu de citoyenneté, ce que refusent les populistes plus libéraux économiquement. Mais Salvini, s'il gouvernait seul, comme il espère pouvoir le faire à plus ou moins long terme

reviendrait à une politique plus « libérale » attendue par ses électeurs traditionnels du nord de la péninsule, en particulier les petits entrepreneurs. Ce qui ne va pas dans le sens de ce que prône son amie Marine Le Pen pour la France, elle qui veut une politique sociale réservée aux Français.

Enfin, les uns et les autres poursuivent, pour le moment du moins, des objectifs stratégiques divergents. Sur l'Europe comme sur le choix de leurs groupes au futur Parlement. Viktor Orban entend pouvoir revenir au sein du Parti populaire européen (PPE) et on ne sait pas si Droit et Justice quittera l'Alliance des conservateurs et réformistes européens.

En d'autres termes, les populistes de droite sont unis dans leur contestation de l'orientation de l'Union européenne, la critique du Parti populaire européen comme du Parti socialiste européen, et ils érigent en figures de l'ennemi honni et détesté, Emmanuel Macron et Angela Merkel. Mais ils divergent sur presque tout le reste.

Besoin de protection sociale... et d'Europe

Les populistes européens sont, à l'évidence, portés par une dynamique ascensionnelle provoquée par la double crise de défiance politique (au sein de chaque État-nation et envers l'Union européenne), le profond malaise social avec le chômage, les inégalités, la pauvreté parfois et même dans les pays à fort taux d'emploi la précarisation généralisée du travail, enfin la crise culturelle voire identitaire qui se marque par l'inquiétude voire la peur de l'immigration, fût-elle régulière ou clandestine, et l'arrivée de migrants, exploitées sciemment par les populistes de droite. Lesquels ne font que souffler sur ces braises pour mieux se présenter comme une potentielle alternative.

Toutefois, leur ascension n'a rien d'irrésistible. Par leur manque de crédibilité, notamment sur les sujets économiques et sociaux, leurs divergences, mais aussi du fait de la manière dont les électeurs les utilisent. Ils partagent leur fermeté sur l'immigration et en matière de sécurité et en votant pour eux ils espèrent obtenir aussi de la protection sociale. Mais ils leur indiquent également des limites à ne pas franchir, notamment celle du refus de sortir de l'Union européenne et pour les pays de la zone euro de renoncer à la monnaie unique. L'exemple de l'Italie est à cet égard édifiant.

Depuis la formation, le 1er juin dernier, du gouvernement populiste Ligue–Mouvement 5 étoiles avec le professeur Giuseppe Conte comme président du Conseil, la confiance des Italiens à l'égard de l'Union européenne et de la monnaie unique qui était particulièrement basse est sensiblement remontée. Le résultat en est que toutes les menaces d'« Italexit » brandies par des représentants de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles ainsi que par leurs « intellectuels organiques » ont quasiment disparu des radars.

La copie et l'original

S'il ne faut donc pas surestimer ni sous-estimer les populistes, il s'agit de prendre la mesure de ce qu'ils expriment des mutations de nos démocraties et de ce que – d'ores et déjà – ils sont en train de modifier dans leurs fondements.

À notre avis, la puissance des populistes, qu'ils soient au pouvoir ou pas, provient de leur capacité à imposer leurs thématiques, leur temporalité de l'urgence, la simplification de leurs argumentaires, leur façon de faire de la politique et leur mode d'agir. Cela se diffuse non seulement dans nos sociétés mais jusque chez leurs adversaires qui sur le fond les combattent, mais parfois en leur empruntant leurs propres méthodes, en copiant leur style.

De la sorte s'esquisse une forme de démocratie immédiate, sans médiation et toute déterminée par l'immédiateté, une peuplecratie où la souveraineté du peuple serait sans limite, à la différence de la démocratie contemporaine, d'autant qu'elle bénéficie de la formidable caisse de résonance des réseaux sociaux.

Tel est aussi l'un des enjeux fondamentaux de l'élection européenne : savoir si nos démocraties libérales et représentatives sont capables de se repenser, de se refonder, de se rénover, ou si la peuplecratie, qui n'est pour le moment, qu'une potentialité, pourrait ensuite se transmuter en démocratie. À l'instar de ce qui existe déjà en Hongrie ou en Pologne.